PROCES VERBAL DE SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 16 JUILLET 2026

L'an deux mille vingt-six, le seize juillet à dix-sept heures, le conseil communautaire de la communauté de communes Celavu Prunelli, s'est réuni sous la présidence de M. Noël Dominique LIVRELLI, en son siège.

Etaient présents : Félix BRUSCHI, Didier CANTIERI, Valérie CALLEBAUT, Jean-Pierre CAUX, Monique CHIOCCA, Marie-Pierre COLOMBANI, Roselyne FOLACCI, Madeleine GUGLIELMI, Anthony JULLIAN GAMBARELLI, Noel Dominique LIVRELLI, Achille MARTINETTI, Paul MAZZACAMI, Marie France ORSONI, Jean PITTILONI, Paul POGGI, Pierre POLI
Etaient absents : Pierre-François BELLINI, François CHIARASINI, Dominique VINCENTI.
Absents représentés : Jules Pierre BARTOLI (par Valerie CALLEBAUT), Gabrielle FOLACCI (par Félix BRUSCHI), Thérèse MALU (par Pierre POLI), Julie POGGI (par Paul POGGI)

L'assemblée désigne **Madeleine GUGLIELMI** en qualité de secrétaire de séance.
Il est assisté par 1 fonctionnaire : Jean-Dominique AUFFRAY

Le président de séance rappelle donc que le conseil communautaire est appelé à statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR :

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE SEANCE DU 18 JUIN 2026

1-CONVENTION AVEC LE REFERENT SANTE DE L'ALSH INTERCOMMUNAL DE BOCOGNANO

2-REVISONS DE LA CARTE COMMUNALE DE VERO POUR PERMETTRE LA REALISATION DE L'ASLH ET LA CRECHE INTERCOMMUNALE

3-APPROBATION DU RAPPORT PRIX ET QUALITE DU SERVICE (RPQS) DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) POUR L'EXERCICE 2025.

4-APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE (RPQS) PUBLIC DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – ANNEE 2025.

5-APPROBATION DES RÈGLES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CELAVU PRUNELLI.

6-APPROBATION D'UNE CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE ACHETEURS PUBLICS POUR LES ANNEES SCOLAIRES 2026/2027 A 2029/2030.

7-CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ÉLABORATION OU L'ACTUALISATION DES SCHÉMAS ET ZONAGES RELATIFS À L'EAU POTABLE, À L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES ET À LA GESTION DES EAUX PLUVIALES.

8-DECISION MODIFICATIVE 2 – BUDGET PRINCIPAL 2026

9-APPROBATION D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PRIVE AVEC L'ASSOCIATION « LA BOULE TAVERAISE »

10-DESIGNATION DES REPRESENTANTS DES PROFESSIONS ET ACTIVITES INTERESSEES PAR LE TOURISME AU SEIN DU CONSEIL D'EXPLOITATION DE L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL CELAVU PRUNELLI

11-DESIGNATION DES REPRESENTANTS DES PROFESSIONS ET ACTIVITES INTERESSEES PAR LA GESTION DU SITE D'ESE AU SEIN DU CONSEIL D'EXPLOITATION DE LA REGIE « U PIANU D'ESE »

12-DEFINITION DES PREMIERS ITINERAIRES DE RANDONNEE PEDESTRE PRESENTANT UN INTERET COMMUNAUTAIRE.

13-APPROBATION D'UNE CONVENTION-TYPE D'AUTORISATION DE PASSAGE SUR PROPRIETE PRIVEE POUR LES ITINERAIRES DE RANDONNEE D'INTERET COMMUNAUTAIRE ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE LA SIGNER.

14-CRÉATION D'EMPLOIS SAISONNIERS AU SEIN DU SERVICE DE COLLECTE DES DECHETS

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU 18 JUIN 2026

Le Président de séance donne lecture du procès-verbal de séance et demande aux conseillers de faire connaître leurs éventuels souhaits de modification ou correction. Personne ne demandant la parole, il met le PV au vote pour approbation. Le PV est adopté en l'état à l'unanimité.

DELIBERATION N°2026-109

CONVENTION AVEC LE REFERENT SANTE DE L'ALSH INTERCOMMUNAL DE BOCOGNANO

Vu l'article L5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu l'arrêté préfectoral n°16-2053 du 25 octobre 2016, portant extension du périmètre de la communauté de communes de la haute vallée de la Gravona aux communes de Bastelica, Tolla, Ocana, Eccica-Suarella et Bastelicaccia ;
Vu l'arrêté préfectoral n°2A-2025-06-06-00001 du 6 juin 2025 portant modification de l'arrêté préfectoral n°2A-2025-05-26-00001 du 26 mai 2025 portant modifications statutaires de la communauté de communes du Celavu-Prunelli ;
Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 227-4 et R. 227-1 à R. 227-30 ;
Considérant la nécessité de mise en œuvre de dispositions relatives à l'accompagnement en santé des enfants de la structure.
Considérant que dans le cadre du fonctionnement d'un ALSH, il convient d'adopter le projet de convention médicale avec un référent santé qui définit le contenu des prestations réalisées.

Le conseil communautaire, ouï le rapport du Président, après avoir examiné le projet de convention médicale entre la CCCP et le référent santé, et après en avoir délibéré,
A l'unanimité des membres présents ou représentés

6AUTORISE le Président à signer la convention avec le référent santé de l'ALSH intercommunal de Bocognano « I Ziteddi di a Muntagna »,

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0
Adopté.

- *N° de délibération correspondante : DCC2026-109*

DELIBERATION N°2026-110

REVISONS DE LA CARTE COMMUNALE DE VERO POUR PERMETTRE LA REALISATION DE L'ASLH ET LA CRECHE INTERCOMMUNALE

Monsieur le Président rappelle aux membres du conseil communautaire que :

Par délibération du 26 février 2009, le conseil municipal de Vero a approuvé la carte communale. Ce document a ensuite été approuvé par arrêté du préfet de la Corse-du-Sud en date du 14 avril 2009. Par jugement du 6 mai 2021, le tribunal administratif de Bastia a prononcé l'annulation partielle de la carte communale de Vero sur les secteurs de Quarceto, Pantano, Costeglia et Vignola.

À la demande de l'EPCI, la commune de Vero, après délibération du conseil municipal en date du 4 octobre 2023, a présenté au Conseil des sites une étude de dérogation à la règle de continuité urbaine, au titre de l'article L.122-7 du code de l'urbanisme. Ce dossier a reçu un avis favorable, permettant désormais à la commune, toujours à la demande de l'EPCI, d'engager une révision de la carte communale portant exclusivement sur le terrain concerné.

L'urgence réside aujourd'hui dans la nécessité de permettre le lancement de ce projet dans les meilleurs délais, afin de sécuriser le bénéfice des arrêtés attributifs de subventions. Le rétroplanning établi dans le cadre d'une procédure d'élaboration ou de révision du PLU apparaît, à cet égard, incompatible avec les délais opérationnels du projet. Dans ces conditions, et au regard de l'intérêt général attaché à sa réalisation, la révision ciblée de la carte communale apparaît justifiée dès lors qu'elle ne porte que sur cet unique projet. Le conseil municipal de Vero a délibéré en ce sens le 7 mars 2025.

Depuis l'arrêté préfectoral n° 2A-2025-06-06-0001 du 6 juin 2025, portant modification de l'arrêté n° 2A-2025-05-26-00001 du 26 mai 2025 relatif aux modifications statutaires de la communauté de communes Celavu Prunelli, la compétence en matière d'aménagement du territoire relève de l'intercommunalité.

La communauté de communes a donc pris en charge l'organisation de l'enquête publique portant sur la révision précitée de la carte communale. Celle-ci s'est déroulée du 27 avril 2026 au 12 mai 2026. Trois permanences ont été organisées. À l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable.

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'urbanisme
Vu le code de l'environnement et notamment les articles L123-1 à L123-18, et R123-1 à R123-46.
Vu l'arrêté préfectoral n° 2A-2025-06-06-0001 du 6 juin 2025, portant modification de l'arrêté n° 2A-2025-05-26-00001 du 26 mai 2025 relatif aux modifications statutaires de la communauté de communes,
Vu la carte communale approuvée le 26 février 2009, abrogée partiellement par délibération du 12 avril 2022 par suite de la décision du Tribunal administratif de Bastia en date du 6 mai 2021, portant sur les secteurs de Quarceto, Pantano, Costeglia et Vignola.
Vu l'avis favorable la commission territoriale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ctpenaf) de corse en date 21.07.2025,
Vu l'avis conforme de la MRAe concluant à la non-soumission à évaluation environnementale en date du 02.09.2025,
Vu l'avis favorable du Conseil des sites en date 09.10.2025,
Vu les pièces du dossier ayant été soumises à enquête publique ;
Vu l'avis favorable de monsieur le commissaire enquêteur

Ouï l'exposé de Monsieur Noel Dominique LIVRELLI, Président, et après en avoir délibéré,
A l'unanimité des membres présents ou représentés

-APPROUVE la modification de la carte communale permettant la réalisation de l'ASLH et de la crèche intercommunale

-PRÉCISE que :

- La présente délibération sera exécutoire après l'accomplissement de l'ensemble des mesures de publicité ;
- Conformément aux articles R153-20 et R153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le département ;
- La présente délibération ainsi que le dossier de modification de la carte communale seront transmises à la préfecture de Corse du Sud au titre du contrôle de légalité ;
- La présente délibération fera l'objet d'une publication sur le Portail National d'Urbanisme ;

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0
Adopté.

- ***N° de délibération correspondante : DCC2026-110***

🕮 DELIBERATION N°2026-111

APPROBATION DU RAPPORT PRIX ET QUALITE DU SERVICE (RPQS) DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (SPANC) POUR L'EXERCICE 2025.

Vu l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Vu l'arrêté préfectoral n°16-2053 en date du 25 octobre 2016 portant modification du périmètre de la communauté de communes de la haute vallée de la Gravona par extension de périmètre aux communes de Bastelica, Bastelicaccia, Eccica-Suarella, Ocana, Tolla.
Vu l'arrêté préfectoral n°2A-2025-06-06-00001 du 6 juin 2025 portant modification de l'arrêté préfectoral n°2A-2025-05-26-00001 du 26 mai 2025 portant modifications statutaires de la communauté de communes du Celavu-Prunelli ;

Le Président rappelle au conseil communautaire que, conformément à l'article L. 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales le Président de l'EPCI doit présenter annuellement à son assemblée délibérante un rapport sur le prix et la qualité du service (RPQS) du Service Public d'Assainissement Non Collectif.
Ce rapport est destiné notamment à l'information des usagers. Il dresse le bilan technique et financier du service pour l'exercice écoulé, à savoir l'année 2025.

Ouï l'exposé de Monsieur Noel Dominique LIVRELLI, Président, et après en avoir délibéré,
A l'unanimité des membres présents ou représentés

-PREND ACTE du rapport sur le prix et la qualité du SPANC pour l'année 2025

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0
Adopté.

- *N° de délibération correspondante : DCC2026-111*

DELIBERATION N°2026-112

APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE (RPQS) PUBLIC DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES – ANNEE 2025.

Vu l'article 2224-17-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Vu l'arrêté préfectoral n°16-2053 en date du 25 octobre 2016 portant modification du périmètre de la communauté de communes de la haute vallée de la Gravona par extension de périmètre aux communes de Bastelica, Bastelicaccia, Eccica-Suarella, Ocana, Tolla.
Vu l'arrêté préfectoral n°2A-2025-06-06-00001 du 6 juin 2025 portant modification de l'arrêté préfectoral n°2A-2025-05-26-00001 du 26 mai 2025 portant modifications statutaires de la communauté de communes du Celavu-Prunelli ;

Le Président rappelle au conseil communautaire que, conformément à l'article L. 2224-17-1 du Code Général des Collectivités Territoriales le Président de l'EPCI doit présenter annuellement à son assemblée délibérante un rapport sur le prix et la qualité du service (RPQS) public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés.
Ce rapport, établi pour l'exercice fiscale 2025, a pour but d'informer les élus et les usagers sur l'activité, les performances techniques et les aspects financiers du service.
Le rapport rend compte de la situation de la collectivité territoriale par rapport à l'atteinte des objectifs de prévention et de gestion des déchets fixés au niveau national. Il présente notamment la performance du service en termes de quantités d'ordures ménagères résiduelles et sa chronique d'évolution dans le temps.

Le rapport présente les recettes et les dépenses du service public de gestion des déchets.

Ouï l'exposé de Monsieur Noel Dominique Livrelli, Président, et après en avoir délibéré,
A l'unanimité des membres présents ou représentés

-PREND ACTE du rapport sur le prix et la qualité du SPGD pour l'année 2025**Pour : 21**

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0
Adopté.

- *N° de délibération correspondante : DCC2026-112*

DELIBERATION N°2026-113

APPROBATION DES RÈGLES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CELAVU PRUNELLI.

Le Président expose au conseil communautaire,
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1411-5 et L. 1414-1 à L. 1414-4 ;
Vu le code de la commande publique, notamment ses articles L. 2124-1 à L. 2124-4 ;
Vu la délibération n° DCC2024-086 du 31 juillet 2024 portant approbation des règles de fonctionnement de la Commission d'appel d'offres de la Communauté de communes Celavu Prunelli ;
Considérant qu'il appartient au conseil communautaire de déterminer les règles de fonctionnement de la Commission d'appel d'offres, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables ;
Considérant la nécessité d'actualiser ces règles de fonctionnement ;

Ouï l'exposé de Monsieur Noel Dominique LIVRELLI, Président, et après en avoir délibéré,
A l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE

Article 1 - Les règles de fonctionnement de la Commission d'appel d'offres de la Communauté de communes Celavu Prunelli, annexées à la présente délibération, sont approuvées.

Article 2 - La délibération n° DCC2024-086 du 31 juillet 2024 et les règles de fonctionnement qu'elle a approuvées sont abrogées à compter de l'entrée en vigueur de la présente délibération. Toutefois, ces règles demeurent applicables aux procédures relevant de la compétence de la Commission d'appel d'offres engagées avant cette date, jusqu'à leur achèvement.

Article 3 - Le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération et autorisé à prendre toute mesure nécessaire à sa mise en œuvre.

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0
Adopté.

- ***N° de délibération correspondante : DCC2026-113***

DELIBERATION N°2026-114

APPROBATION D'UNE CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE ACHETEURS PUBLICS POUR LES ANNEES SCOLAIRES 2026/2027 A 2029/2030.

Monsieur le Président expose :
Dans un souci d'optimisation de la gestion des achats publics, de mutualisation des besoins et de rationalisation de la commande publique, la Communauté de communes Celavu Prunelli, ainsi que plusieurs communes et établissements publics, proposent la constitution d'un groupement de commandes.
Ce groupement a pour objet la passation d'un ou plusieurs marchés publics portant sur la restauration collective scolaire et les obligations sanitaires associées, et notamment sur les prestations suivantes :

- Service de préparation, fourniture et livraison de repas en mode liaison froide pour les cantines scolaires ;
- Réalisation, actualisation ou accompagnement à la mise en œuvre des Plans de Maîtrise Sanitaire applicables aux services de restauration concernés.

Ce groupement est constitué pour les années scolaires 2026/2027 à 2029/2030, soit quatre années scolaires.
Les acheteurs publics concernés entendent constituer ce groupement de commandes conformément aux dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique. Les modalités d'organisation et de fonctionnement du groupement sont formalisées dans la convention constitutive jointe en annexe.
La Communauté de communes Celavu Prunelli est désignée coordonnateur du groupement. À ce titre, elle aura la charge de conduire les procédures de passation des marchés publics conclus dans le cadre du groupement, de signer et notifier les marchés pour le compte de ses membres, chaque membre demeurant ensuite responsable de l'exécution des prestations correspondant à ses propres besoins, dans les conditions prévues par la convention.

Une commission d'appel d'offres spéciale sera constituée par les représentants titulaires ou suppléants de chaque membre du groupement. Elle sera présidée par le représentant du coordonnateur et sera chargée de l'attribution des marchés, dans les conditions prévues par la convention constitutive.
Il est donc proposé au conseil d'approuver la nouvelle convention constitutive du groupement de commandes, d'autoriser Monsieur le Président à la signer, ainsi que tout document nécessaire à son exécution, et de désigner les représentants de la communauté de communes au sein de la commission d'appel d'offres spéciale.
Ouï l'exposé de Monsieur le Président,
Après avoir pris connaissance du projet de convention constitutive du groupement de commandes,

Ouï l'exposé de Monsieur Noel Dominique LIVRELLI, Président, et après en avoir délibéré,
A l'unanimité des membres présents ou représentés

-APPROUVE la convention constitutive du groupement de commandes entre acheteurs publics pour les années scolaires 2026/2027 à 2029/2030, ayant pour objet la passation d'un ou plusieurs marchés publics relatifs à la restauration collective scolaire et aux obligations sanitaires associées ;
-AUTORISE Monsieur le Président à signer ladite convention avec la Communauté de communes Celavu Prunelli, coordonnateur du groupement, ainsi que tout document nécessaire à son exécution ;
-DÉSIGNE comme représentants de la commune / du syndicat au sein de la commission d'appel d'offres spéciale du groupement :
Membre titulaire : Monsieur Felix BRUSCHI
Membre suppléant : Madame Marie-France ORSONI
-PRÉCISE que les crédits nécessaires à l'exécution des marchés relevant des besoins propres de la communauté de communes sont inscrits aux budgets 2026 et suivants.

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0
Adopté.

- *N° de délibération correspondante : DCC2026-114*

DELIBERATION N°2026-115

CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR L'ÉLABORATION OU L'ACTUALISATION DES SCHÉMAS ET ZONAGES RELATIFS À L'EAU POTABLE, À L'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES ET À LA GESTION DES EAUX PLUVIALES.

Le Conseil communautaire,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2224-10 et L. 5211-1 et suivants ;
Vu le Code de la commande publique, notamment ses articles L. 2113-6 et L. 2113-7 relatifs aux groupements de commandes ;
Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 151-4, L. 151-39, R. 151-49 et R. 151-53 ;
Vu les statuts de la Communauté de communes Celavu Prunelli, notamment en matière d'urbanisme et de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ou tout document en tenant lieu ;
Vu la délibération du conseil communautaire n°2026-006 du 27 janvier 2026 prescrivant l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal ;
Vu le projet de convention constitutive du groupement de commandes annexé à la présente délibération ;
Considérant que l'élaboration du futur Plan local d'urbanisme intercommunal nécessite de disposer de données fiables, actualisées et homogènes concernant les réseaux d'alimentation en eau potable, les systèmes d'assainissement des eaux usées ainsi que la gestion des eaux pluviales et de ruissellement ;
Considérant que ces données doivent permettre d'apprécier la capacité des réseaux et des équipements existants ou programmés, d'identifier les contraintes techniques susceptibles d'affecter les choix d'aménagement et de justifier les secteurs ouverts à l'urbanisation ;
Considérant que les annexes du Plan local d'urbanisme doivent comprendre, s'il y a lieu, les zones délimitées en application de l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales ainsi que les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement existants ou en cours de réalisation ;
Considérant que le règlement du Plan local d'urbanisme peut fixer les conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau et d'assainissement, ainsi que les conditions permettant de limiter l'imperméabilisation des sols et de maîtriser les eaux pluviales et de ruissellement ;

Considérant qu'une réalisation coordonnée de ces études permettra de mutualiser les procédures de consultation, de rechercher une meilleure maîtrise des coûts, d'harmoniser les méthodes de production des données et de faciliter leur exploitation dans le cadre de l'élaboration du PLUi ;
Considérant qu'il convient, à cette fin, de constituer un groupement de commandes entre la Communauté de communes Celavu Prunelli et les communes souhaitant y adhérer ;

Ouï l'exposé du Président, et après en avoir délibéré,
A l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE

Article 1 : Constitution du groupement de commandes
Est approuvée la constitution d'un groupement de commandes entre la Communauté de communes Celavu Prunelli et les communes qui décideront d'y adhérer.
Le groupement est constitué pour permettre la passation et l'exécution d'un ou plusieurs marchés publics ou accords-cadres portant sur l'élaboration ou l'actualisation :
- du schéma directeur d'alimentation en eau potable ;
- du schéma directeur d'assainissement des eaux usées ;
- des zonages d'assainissement des eaux usées et des zonages relatifs aux eaux pluviales prévus par l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- du schéma directeur de gestion des eaux pluviales.

Le groupement pourra également porter sur les prestations d'ingénierie, les investigations techniques, les prestations cartographiques et les accompagnements administratifs directement nécessaires à la réalisation de ces missions.

Article 2 : Approbation de la convention constitutive
La convention constitutive du groupement de commandes annexée à la présente délibération est approuvée. Cette convention définit notamment les modalités d'adhésion et de retrait des membres, les missions du coordonnateur, les obligations des membres, les conditions de passation et d'exécution des marchés, les modalités de validation des prestations ainsi que les règles de répartition des dépenses et des cofinancements.

Article 3 : Désignation du coordonnateur
La Communauté de communes Celavu-Prunelli est désignée en qualité de coordonnateur du groupement de commandes. À ce titre, elle est notamment chargée de centraliser les besoins des membres, de déterminer la stratégie de consultation, d'élaborer les pièces des marchés, de conduire les procédures de mise en concurrence, de coordonner l'analyse des offres et d'assurer le suivi général de l'exécution des prestations.
Lorsque la procédure de passation impose l'intervention d'une commission d'appel d'offres, la commission compétente est celle de la Communauté de communes Celavu Prunelli.

Article 4 : Modalités financières
Le coût des prestations individualisées réalisées pour le compte d'un membre demeure intégralement à la charge de celui-ci.
Le coût des prestations communes à plusieurs membres est réparti conformément aux modalités définies dans la convention et dans son annexe financière.
Les frais annexes directement liés au fonctionnement du groupement, notamment les frais de publicité, de mise en concurrence, de reprographie, d'assistance éventuelle et d'organisation des réunions, sont acquittés par le coordonnateur puis répartis entre les membres du groupement. Sauf disposition particulière prévue par l'annexe financière, cette répartition intervient par parts égales entre les membres adhérents.

Article 5 : Cofinancements
La Communauté de communes, en sa qualité de coordonnateur, est chargée de préparer, de déposer et de suivre les demandes de cofinancement susceptibles d'être présentées auprès des partenaires financiers.
Les financements obtenus seront imputés aux dépenses éligibles auxquelles ils se rapportent, conformément aux règles fixées par les financeurs et aux modalités prévues par la convention constitutive.

Article 6 : Autorisation donnée au Président
Monsieur le Président ou son délégataire est autorisé à signer la convention constitutive du groupement de commandes ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.
Il est également autorisé, dans les conditions définies par la convention, à lancer les procédures de consultation, à signer et notifier les marchés publics ou accords-cadres conclus pour le compte des membres du groupement,

ainsi qu'à accomplir l'ensemble des formalités administratives, financières et contentieuses nécessaires à leur passation et à leur exécution.
Monsieur le Président est enfin autorisé à solliciter tout cofinancement relatif aux prestations entrant dans l'objet du groupement et à signer les conventions et documents correspondants.

Article 7 : Crédits budgétaires
Les crédits nécessaires à la prise en charge des dépenses incombant à la Communauté de communes seront inscrits au budget communautaire des exercices concernés.
Les sommes dues par les autres membres du groupement feront l'objet des titres de recettes correspondants, conformément aux modalités prévues par la convention constitutive.

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0
Adopté.

- *N° de délibération correspondante : DCC2026-115*

DELIBERATION N°2026-116

DECISION MODIFICATIVE 2 – BUDGET PRINCIPAL 2026

Le Président informe le conseil communautaire que dans le cadre du fonctionnement des établissements d'accueil des jeunes enfants du territoire, plusieurs travaux d'aménagement, de gros entretien ainsi que de mise aux normes diverses apparaissent nécessaires au titre de l'exercice 2026. Le montant prévisionnel de ces travaux et équipements est estimé à 17 005 € HT. La Caisse d'allocations familiales apporte un financement prévisionnel à hauteur de 13 601 €.

Il est donc proposé au conseil communautaire d'approuver la création de cette opération d'investissement et l'inscription des crédits correspondants au budget de l'exercice 2026.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide de procéder au vote de CS suivants, sur le budget de l'exercice 2026
A l'unanimité des membres présents ou représentés

COMPTES DEPENSES

Imputation	Nature	Ouvert	Réduit
23 / 2313 / 2609 / 4221 / CREBAS	Constructions (opération n°2609)	17 005.00	
23 / 2318 / 2517 / 735 / GEMAPI	Autres immobilisations corporelles (réduction de l'opération n°2517)		3 404.00
Total		17 005.00	3 404.00

COMPTES RECETTES

Imputation	Nature	Ouvert	Réduit
13 / 1311 / 2609 / 4221 / CREBAS	Etat et établissements nationaux (CAF)	13 601.00	
Total		13 601.00	0.00

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0
Adopté.

- *N° de délibération correspondante : DCC2026-116*

DELIBERATION N°2026-117

APPROBATION D'UNE CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PRIVE AVEC L'ASSOCIATION « LA BOULE TAVERAISE »

Le Président rappelle que la Communauté de communes est propriétaire du terrain de l'ancien gîte de Tavera, lequel relève de son domaine privé (section B parcelle 1870).

Par courrier en date du 24 juin 2026, l'association La Boule Tavéraise a sollicité l'autorisation d'occuper une partie de ce terrain afin d'y aménager, durant la période estivale, un terrain de pétanque et d'y exploiter une buvette associative destinée à l'animation locale.

Monsieur le Maire de Tavera, consulté, ayant donné un avis favorable.

Afin d'encadrer les conditions d'utilisation de cette propriété communautaire et de définir les droits et obligations respectifs des parties, il est proposé de conclure une convention d'occupation temporaire et précaire du domaine privé.

Cette convention prévoit notamment les conditions de mise à disposition du terrain, la durée de l'occupation, les obligations de l'association en matière d'entretien, de sécurité, d'assurances, de respect de la réglementation, ainsi que les modalités de restitution des lieux à l'issue de l'occupation.

La convention est consentie à titre précaire et révocable. Elle ne confère à l'association aucun droit réel ni aucun droit au maintien dans les lieux.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Considérant que le terrain de l'ancien gîte de Tavera relève du domaine privé de la Communauté de communes ;

Considérant l'intérêt que présente cette occupation temporaire pour l'animation du territoire durant la période estivale ;

Considérant le projet de convention annexé à la présente délibération ;

Ouï l'exposé de Monsieur Noel Dominique LIVRELLI, Président, et après en avoir délibéré,
A l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE

Article 1 : D'approuver les termes de la convention d'occupation temporaire du domaine privé à conclure avec l'association La Boule Taveraise, annexée à la présente délibération.

Article 2 : D'autoriser le Président à signer ladite convention ainsi que tout avenant n'ayant pas pour effet d'en modifier l'économie générale.

Article 3 : De charger le Président de l'exécution de la présente délibération.

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0
Adopté.

- *N° de délibération correspondante : DCC2026-117*

DELIBERATION N°2026-118

DESIGNATION DES REPRESENTANTS DES PROFESSIONS ET ACTIVITES INTERESSEES PAR LE TOURISME AU SEIN DU CONSEIL D'EXPLOITATION DE L'OFFICE DE TOURISME INTERCOMMUNAL CELAVU PRUNELLI

Le Conseil communautaire,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2221-2 et suivants ;
Vu le Code du tourisme, notamment ses articles L.133-1 et suivants ;
Vu la délibération du 27 février 2017 portant modification des statuts de l'Office de tourisme intercommunal Celavu Prunelli ;
Vu les statuts de l'Office de tourisme intercommunal Celavu Prunelli, et notamment les dispositions relatives à la composition du conseil d'exploitation prévoyant la présence de sept représentants des professions et activités intéressées par le tourisme ;
Considérant qu'il appartient au conseil communautaire, sur proposition du Président, de désigner les personnalités représentant les professions et activités intéressées par le tourisme au sein du conseil d'exploitation de l'Office de tourisme intercommunal ;
Considérant la nécessité de garantir une représentation équilibrée des différentes composantes de l'économie touristique du territoire ;

Ouï l'exposé de Président et après en avoir délibéré,
A l'unanimité des membres présents ou représentés

DÉCIDE

Article 1 :
Sont désignés en qualité de représentants des professions et activités intéressées par le tourisme au sein du conseil d'exploitation de l'Office de tourisme intercommunal Celavu Prunelli :
Monsieur Christophe GANDON (Hôtel Artemisia) et Madame Mattea CASALTA (Côté Lac), pour le secteur des hébergements ;
Madame Claudia CARLOTTI (U Fiordalisu) et Monsieur Jean-Baptiste PANICALI (A Muvra), pour le secteur de la restauration ;
Monsieur Andréa MORETTI (Atelier Notre Terre), pour le secteur des productions agricoles et artisanales ;
Monsieur Frédéric FRESI (Corsica Natura), pour le secteur des activités de loisirs ;
Monsieur Michel LEONARDI (Studios d'enregistrement Ricordu), pour le secteur des commerces et services.

Article 2 :
Le mandat des personnes désignées à l'article 1er est d'une durée identique à celle du mandat des conseillers communautaires en exercice. Il prendra fin lors du renouvellement général du conseil communautaire ou dans les conditions prévues par les statuts de l'Office de tourisme.

Article 3 :
Les intéressés seront invités à siéger au conseil d'exploitation de l'Office de tourisme intercommunal Celavu Prunelli dès l'entrée en vigueur de la présente délibération.

Article 4 :
Le Président de la Communauté de communes est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0
Adopté.

- *N° de délibération correspondante : DCC2026-118*

🕮 DELIBERATION N°2026-119

DESIGNATION DES REPRESENTANTS DES PROFESSIONS ET ACTIVITES INTERESSEES PAR LA GESTION DU SITE D'ESE AU SEIN DU CONSEIL D'EXPLOITATION DE LA REGIE « U PIANU D'ESE »

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2A-2023-08-11-00001 du 11 août 2023 portant modification des statuts de la Communauté de communes Celavu Prunelli, modifié par l'arrêté préfectoral n° 2A-2023-09-06-00002 du 6 septembre 2023 portant transfert de la compétence de gestion de la station de ski d'Ese ;

Vu la délibération n° DCC 2023-101 du 30 novembre 2023 portant création de la régie « U Pianu d'Ese » dotée de la seule autonomie financière et adoption de ses statuts ;
Vu les statuts de la régie « U Pianu d'Ese » ;
Considérant que les statuts de la régie prévoient la présence de deux représentants des professions et activités intéressées par la gestion du site d'Ese au sein du Conseil d'exploitation ;
Le Président invite les conseillers communautaires à procéder à leur désignation.
Sont proposés :
M. Christophe GANDON, hôtelier-restaurateur à Bastelica ;
Mme Claudia CARLOTTI, hôtelière-restauratrice à Bastelica.

Ouï l'exposé de Monsieur Noel Dominique LIVRELLI, Président, et après en avoir délibéré,
A l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

Article 1er : De désigner en qualité de représentants des professions et activités intéressées par la gestion du site d'Ese au sein du Conseil d'exploitation de la régie « U Pianu d'Ese » :
M. Christophe GANDON ;
Mme Claudia CARLOTTI.
Article 2 : Les intéressés exerceront leur mandat dans les conditions prévues par les statuts de la régie.
Article 3 : Le Président de la Communauté de communes est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0
Adopté.

- ***N° de délibération correspondante : DCC2026-119***

🕮 DELIBERATION N°2026-120

DEFINITION DES PREMIERS ITINERAIRES DE RANDONNEE PEDESTRE PRESENTANT UN INTERET COMMUNAUTAIRE.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5214-16 et suivants ;
Vu les statuts de la Communauté de communes Celavu-Prunelli ;
Vu la délibération n° DCC2026-007 du 27 janvier 2026 modifiant la définition de l'intérêt communautaire attaché à la compétence « Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire », afin d'y intégrer l'entretien, la gestion et la valorisation des itinéraires de randonnée pédestre, les travaux d'entretien des espaces verts ainsi que la participation aux missions d'entretien des espaces naturels du territoire intercommunal ;
Considérant que cette même délibération prévoit que les itinéraires de randonnée et sites concernés seront identifiés par délibérations complémentaires du Conseil communautaire ;
Considérant que plusieurs itinéraires présentent un intérêt particulier pour la mise en valeur du patrimoine naturel, paysager, environnemental, culturel et touristique du territoire intercommunal et nécessitent, à ce titre, une intervention de la Communauté de communes ;
Considérant qu'il appartient au Conseil communautaire de déterminer les itinéraires sur lesquels la Communauté de communes exercera les missions relevant de l'intérêt communautaire ;

Ouï l'exposé de Monsieur Noel Dominique LIVRELLI, Président, et après en avoir délibéré,
A l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE :

Article 1 - Définition des itinéraires d'intérêt communautaire
Sont reconnus comme présentant un intérêt communautaire, au titre de la compétence « Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire », les itinéraires de randonnée pédestre suivants :
- le sentier de découverte de la statue-menhir d'I Casteddi, situé sur la commune de Tavera ;
- le sentier pédagogique forestier de Carbuccia, situé sur la commune de Carbuccia ;

- le sentier du Voile de la Mariée, situé sur la commune de Bocognano.

Article 2 - Objet des interventions
La Communauté de communes est autorisée à assurer sur ces itinéraires, dans le respect des droits des propriétaires et, le cas échéant, après conclusion des conventions nécessaires, les interventions relevant de sa compétence, notamment : les travaux d'entretien courant des cheminements ; la réalisation, la réparation ou le remplacement des ouvrages nécessaires à la continuité des parcours ; le balisage, la signalétique et des équipements destinés à l'information du public et toute intervention concourant à la gestion, à la valorisation et au bon fonctionnement des itinéraires.

Article 3 - Évolution de la liste des itinéraires
Le Conseil communautaire pourra, par délibération ultérieure, reconnaître comme présentant un intérêt communautaire tout autre itinéraire, site ou espace naturel relevant de la compétence communautaire, ainsi que modifier ou compléter la présente liste en fonction des besoins du territoire et des orientations arrêtées par la Communauté de communes.

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0
Adopté.

- *N° de délibération correspondante : DCC2026-120*

DELIBERATION N°2026-121

APPROBATION D'UNE CONVENTION-TYPE D'AUTORISATION DE PASSAGE SUR PROPRIETE PRIVEE POUR LES ITINERAIRES DE RANDONNEE D'INTERET COMMUNAUTAIRE ET AUTORISATION DONNEE AU PRESIDENT DE LA SIGNER.

Le Conseil communautaire,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-1 et suivants ;
Vu le Code de l'environnement, notamment les dispositions relatives aux itinéraires de promenade et de randonnée ;
Vu le Code civil, notamment les dispositions relatives au droit de propriété ;
Vu les statuts de la Communauté de communes Celavu-Prunelli ;
Vu la délibération n° DCC2026-007 du 27 janvier 2026 modifiant la définition de l'intérêt communautaire attaché à la compétence « Aménagement de l'espace pour les actions d'intérêt communautaire », afin d'y intégrer l'entretien, la gestion et la valorisation des itinéraires de randonnée pédestre, les travaux d'entretien des espaces verts ainsi que la participation aux missions d'entretien des espaces naturels du territoire intercommunal ;
Considérant que l'exercice de cette compétence conduit la Communauté de communes à intervenir sur des itinéraires susceptibles d'emprunter des propriétés privées ;
Considérant qu'il appartient, dans ce cas, de recueillir préalablement l'accord des propriétaires concernés par la conclusion d'une convention d'autorisation de passage ;
Considérant que le projet de convention annexé à la présente délibération fixe notamment les conditions d'autorisation de passage, les modalités d'entretien et de gestion des itinéraires, les règles applicables en matière de responsabilité, les engagements réciproques des parties ainsi que les conditions de résiliation de la convention ;

Ouï l'exposé de Monsieur Noel Dominique LIVRELLI, Président, et après en avoir délibéré,
A l'unanimité des membres présents ou représentés

DECIDE

Article 1
Est approuvé le modèle de convention d'autorisation de passage sur propriété privée pour les itinéraires de randonnée d'intérêt communautaire, annexé à la présente délibération.

Article 2

Ce modèle de convention a vocation à être utilisé pour l'ensemble des itinéraires de randonnée reconnus d'intérêt communautaire lorsque leur réalisation, leur entretien, leur gestion ou leur valorisation nécessitent le passage sur une ou plusieurs propriétés privées.
Il pourra être adapté, sans en modifier l'économie générale, afin de tenir compte des caractéristiques propres à chaque itinéraire, de la nature des parcelles concernées ou des aménagements projetés.

Article 3
Le Président ou son délégataire, est autorisé à signer, au nom de la Communauté de communes, les conventions établies sur la base du modèle approuvé par la présente délibération, ainsi que leurs éventuels avenants. Il est également autorisé à accomplir toutes les formalités nécessaires à leur exécution.

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0
Adopté.

- *N° de délibération correspondante : DCC2026-121*

DELIBERATION N°2026-122

CRÉATION D'EMPLOIS SAISONNIERS AU SEIN DU SERVICE DE COLLECTE DES DECHETS.

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment son article 3 - I – 2° ;
Considérant qu'il y a lieu de renforcer les équipes de collecte des déchets ménagers à différents moments de l'année,
Considérant qu'il peut être fait appel à du personnel recruté en qualité d'agent contractuel pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité en application de l'article 3 - I – 2° de la loi n°84-53 précitée ;

Ouï l'exposé de Monsieur Noel Dominique LIVRELLI, Président, et après en avoir délibéré,
A l'unanimité des membres présents ou représentés

DÉCIDE

-D'autoriser Monsieur le Président de la communauté de communes à recruter au plus, deux agents contractuels pour faire face à des besoins liés à un accroissement d'activité saisonnier au sein des services de collecte des déchets, pour une période de 3 mois pendant une même période de 12 mois en application de l'article 3 - I – 2° de la loi n°84-53 précitée.
La rémunération des agents saisonniers sera basée sur l'indice majoré 366, correspondant à l'indice brut 367.
Monsieur le Président sera chargé de la constatation des besoins concernés, de procéder aux recrutements ainsi que de déterminer la fiche de poste et le profil.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget 2026, chapitre 12

Pour : 20
Contre : 0
Abstention : 0
Adopté.

- *N° de délibération correspondante : DCC2026-122*

L'ordre du jour étant épuisé, plus personnes ne demandant la parole, le Président clos la séance à 19h30

Le/La Secrétaire de Séance
Madeleine GUGLIELMI

Le Président,
Noël Dominique LIVRELLI

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CELAVU PRUNELLI